



Déclaration du SNUipp-FSU77

CAPD du 14 octobre 2014

Madame l'inspectrice d'académie, mesdames, messieurs les membres de la CAPD,

Nous nous retrouvons aujourd'hui pour la CAPD qui doit faire le bilan de la rentrée 2014-2015.

Et quel bilan !

De nouveaux rythmes généralisés, à partir desquels nous pouvons faire les mêmes constats que l'an dernier. Non prise en compte du bien-être des élèves, pause méridienne allongée rendant le retour des élèves en classe l'après-midi difficile, perturbation pour les plus jeunes élèves, manque de moyens pour permettre un accueil identique pour tous les enfants, manque de péréquation pour réduire les iniquités territoriales.

Une rentrée où le nombre d'élèves par classe est toujours aussi élevé, où le déficit de lauréats au concours et d'enseignants dans le département rend déjà palpable les difficultés de remplacements.

Une rentrée dont les conditions de travail des enseignants sont loin d'être améliorées, voire se dégradent si ouvertement qu'on ne voit pas comment le problème du manque de lauréats et le déficit d'enseignants, vont pouvoir se régler, si l'on ne se décide pas à mettre en place un pré-recrutement et à revaloriser la grille salariale de la fonction publique.

Des conditions difficiles, avec l'augmentation des difficultés liées aux enfants en souffrance dans nos classes qui ne peuvent être pris en charge par des enseignants spécialisés, alors que les enseignants sont démunis, sans ressources efficaces et durables, des enseignants culpabilisant de ne pas pouvoir les aider.

Culpabilisation accrue par le manque de soutien de notre hiérarchie qui minimise les problèmes rencontrés.

A cet égard, nous tenons à rappeler que lorsque les enseignants sont confrontés à des situations intenable, il est inadmissible que l'administration leur demande de porter plainte à titre personnel, pour leur préciser ensuite que, puisqu'il s'agit d'une plainte en leur nom, notre hiérarchie ne peut plus rien. Nous vous demandons de saisir le procureur de manière automatique afin de protéger les enseignants dans l'exercice de leurs fonctions.

Enfin, cerise sur le gâteau : l'annulation, puis le report, de la demi-journée banalisée dans notre département !

L'improvisation, l'amateurisme au plus haut niveau de l'académie provoquent colère et indignation parmi l'ensemble de nos collègues.

Le choix contestable et contesté du lundi matin, puis le rétro pédalage suite au recours en justice, laissent à penser aux enseignants que les actions en justice ont plus de poids que les demandes de leurs organisations syndicales et des familles.

Ensuite, l'obligation d'afficher un mot particulièrement lapidaire à destination des familles, qui entretemps s'étaient organisées, laisse place à un sentiment de consternation quant à la délégation de responsabilité de notre propre hiérarchie, laissant les enseignants seuls et démunis face aux familles dans l'incompréhension la plus totale.

Nous dénonçons le risque de mise à mal du sérieux des directrices et directeurs de ce département, alors même qu'ils ont à cœur leur mission de service public !

Tout cela provoque également un sentiment de honte d'être impliqués de force dans cette mascarade.

Mais aussi un sentiment de déception, encore, quant au refus suite à la demande d'une explication claire et décente aux familles et venant de nos supérieurs afin de nous protéger dans l'exercice de nos fonctions.